

# SORTIE DE CRISE: relance ou changement de cap?

En exhumant de multiples questions longtemps enfouies, la crise nous fournit l'occasion de réviser les fondements de notre modèle de développement.

Face à la crise qui nous secoue, deux familles d'attitudes se dessinent. La première entend relancer la croissance économique et stabiliser le système bancaire et financier, afin de remettre sur rail, à l'identique, une activité économique perçue comme globalement désirable et vertueuse, à quelques excès près. La deuxième suggère que la crise dévoile des failles profondes de notre système socio-économique et fournit dès lors l'opportunité de repenser globalement notre conception du progrès, de réviser notre modèle de développement.

Le plus vraisemblable est qu'un changement de cap soit déjà inéluctable. La véritable alternative ne concernerait que la trajectoire: soit le laisser advenir par voie de catastrophe, soit tenter de l'orienter par anticipation, par choix collectif et par coordination des décisions.

## Une croissance myope

On peut comprendre que la réponse «à chaud» des gouvernements et des grandes institutions financières ait visé le sauvetage des banques et la lutte contre la

—  
Des chercheurs effectuent une mission en Indonésie après le tsunami en 2005, où les dégâts environnementaux et humains entraînent aussi des dégâts économiques importants.





REUTERS/Tony Hanoi

Depuis trente ans, les inégalités de revenus se sont accrues.

pour sauver notre système bancaire du chaos. Cette intervention soulève néanmoins deux questions majeures: qui va payer la facture de ces ajustements et au nom de quelle légitimité l'État est-il soudainement et massivement convoqué?

### Une répartition qui mérite débat

L'appel au contribuable pose la question de la répartition et de la redistribution des revenus. Depuis trente ans, la progressivité de nos systèmes de taxation s'est réduite, l'effet redistributif de la fiscalité s'est atténué, les inégalités de revenus se sont accrues, par l'envol des très hauts salaires et des revenus de la propriété. Peut-on supporter que le poids des ajustements repose sur le citoyen lambda tandis que les grands bénéficiaires de l'emballement financier antérieur préservent leurs acquis grâce à l'ingénierie financière et aux paradis fiscaux?

La répartition inégalitaire des revenus, qui a simultanément poussé le bas de l'échelle à un endettement excessif et le haut de l'échelle à la surenchère de rendements financiers, est à la racine de la crise. Avec celle-ci s'effondre le mythe d'une croissance économique productrice de richesse pour tous.

### Laisser faire ou gouverner

Un autre mythe s'écroule, avec le retournement de posture des plus ardents défenseurs du laisser faire: celui du fonctionnement vertueux des marchés. En effet, quelle est la légitimité d'un discours qui revendique l'intervention des pouvoirs publics pour sauver les marchés financiers de l'instabilité, mais persévère dans la recommandation du libre-échange pour les matières premières et les produits agricoles, laissant des peuples entiers aux prises avec la famine?

Questionner le rôle de l'État, c'est aussi remettre à l'honneur une réflexion plus fondamentale sur les rapports de l'individuel au collectif, la coopération entre les peuples, la répartition des revenus, la nature du lien social, et peut-être même sur la finalité de nos activités et la signification du progrès. ■

1. *The Economics of Climate Change. The Stern Review*, Cambridge, 2006. L'auteur vient de publier un avertissement plus sévère encore: *The Global Deal: Climate Change and the Creation of a New Era of Progress and Prosperity*, Public Affairs, 2009.

récession. Mais de telles mesures soulèvent autant de questions pour le moyen ou le long terme.

La relance de la croissance sans discussion de son contenu est gravement ignorante des défis environnementaux dont on connaît aujourd'hui l'ampleur et l'urgence. Le rapport de l'économiste Nicholas Stern a révélé en 2006 que le réchauffement climatique à lui seul pourrait provoquer la pire récession mondiale jamais connue, si les gouvernements ne prennent aucune mesure pour y remédier dans les dix ans (2006-2016...).

**Le comble, c'est que le coût de l'impact du changement climatique est vingt fois supérieur au coût des mesures à prendre pour en éviter les effets.**

Le comble, c'est que le coût de la «non-action», c'est-à-dire le coût de l'impact du changement climatique (5 500 milliards d'euros sur dix ans) est vingt fois supérieur au coût des mesures à prendre pour en éviter les effets (275 milliards d'euros en dix ans, soit 1% du PIB mondial)<sup>1</sup>. Cette dernière somme, si difficile à libérer, équivaut aux dépenses publicitaires mondiales.

Connaissant cette difficulté à mobiliser des fonds, on peut se réjouir que nos gouvernements soient parvenus, depuis octobre 2008, à réunir des sommes considérables